

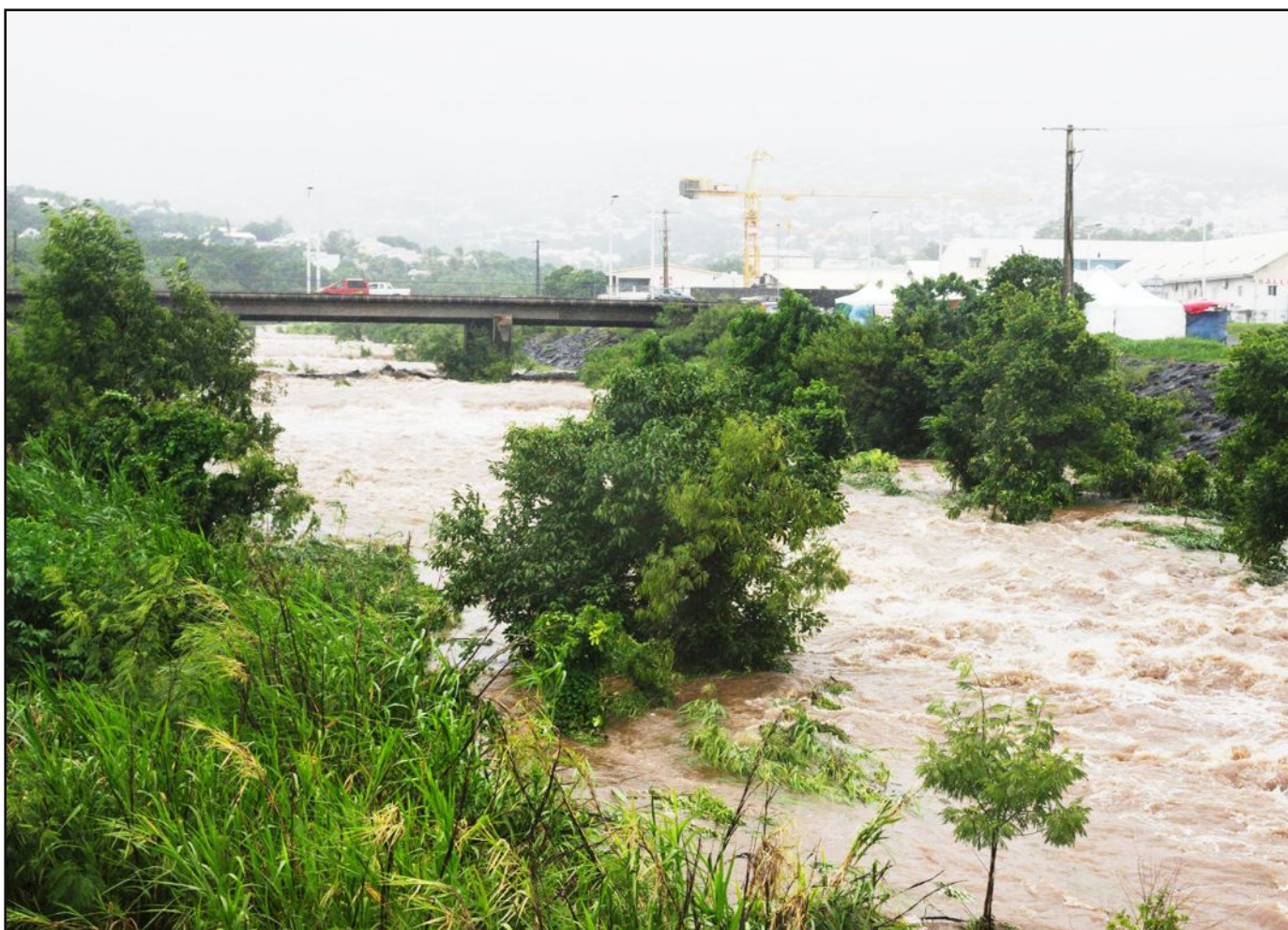
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18293 - 71ÈME ANNÉE

600.000 morts dans le monde en 20 ans à cause du climat

Alerte à La Réunion



Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques des catastrophes (UNISDR) vient de publier une étude qui rappelle que le changement climatique c'est maintenant. Depuis 20 ans, 600.000 personnes ont perdu la vie à cause des catastrophes naturelles. Ce sont les tempêtes les plus meurtrières, avec 242.000 morts. Les Réunionnais font malheureusement partie de ce triste bilan, avec des personnes emportées par des radiers en crue lors de fortes pluies ou de cyclones. Cette nouvelle étude rappelle l'urgence d'arriver à un accord lors de la conférence COP21 à Paris, pour que ces phénomènes ne prennent pas des proportions encore plus importantes.

Le monde vit la conjonction de plusieurs éléments. Ce sont notamment la démographie et le changement climatique. Au moment où la population humaine atteint des sommets inégalés, elle est face à un réchauffement climatique sans précédent. La Réunion n'est pas à l'écart de ce phénomène. Notre île continue de voir le nombre de ses habitants augmenter. Or avec le temps s'estompe le souvenir des dégâts des cyclones tropicaux très intenses qui peuvent toucher La Réunion. Celui de 1948 avait frappé une île peuplée de 250.000 habitants. L'urbanisation était bien moins importante qu'aujourd'hui et les terres agricoles plus étendues. La superficie de terres capables d'absorber l'eau était plus grande. Les routes bitumées et le bétonnage de cours étaient inexistantes. L'eau de pluie pouvait donc moins ruisseler.

Malgré cela, les dégâts de l'eau ont été considérables, avec le centre-ville de Saint-Leu transformé en un lit de rivière d'où n'émergeaient plus que quelques cases. Tous l'Ouest était touché.

Les conditions de la catastrophe

Aujourd'hui, les régions submergées par les pluies et les vagues du cyclone de 1948 sont toujours construites, et elles sont plus densément peuplées. La spéculation a transformé le front de mer. Ce n'est plus une forêt de filaos parsemé de maisons de pêcheurs. C'est là que se concentrent des hôtels, des villas et des équipements importants. Pourtant La Réunion n'a pas changé de place, elle est toujours susceptible d'être frappée par un cyclone comparable à celui de 1948. Mais La Réunion est devenue une île où l'urbanisation s'est concentrée sur le littoral. Les maisons sont également beaucoup plus nombreuses dans les Hauts, elles s'organisent autour de kilomètres de routes bitumées et de chemins bétonnés qui n'existaient pas en 1948. Le recul des terres agricoles, et en particulier de la superficie en cannes à sucre, diminuent également le pouvoir d'absorption de la terre. Les conditions sont donc réunies pour que l'eau des cyclones ruisselle beaucoup plus, ce qui crée des courants qui peuvent être meurtriers. D'ailleurs lors du passage d'une tempête au large de La Réunion, les victimes déplorées sont le plus souvent des personnes emportées par les flots d'une ravine qui a débordé.

Depuis des décennies, les cyclones très intenses ont évité La Réunion. Une étude publiée hier par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques des catastrophes (UNISDR) rappelle combien il faut rester vigilant et anticiper.

L'eau tue

L'étude de l'UNISDR révèle que depuis 20 ans, 600.000 personnes ont perdu la vie à cause d'une catastrophe climatique. Les tempêtes sont les phénomènes les plus dangereux : 240.000 morts durant cette période. Les inondations ont représenté à elles seules 47 % des catastrophes climatiques (entre 1995 et 2015) et ont affecté 2,3 milliards de personnes, dont l'immense majorité (95 %) en Asie. 89 % des décès ont lieu dans des pays en voie de développement. Au total, plus de 4 milliards de personnes ont été blessées à cause d'une catastrophe climatique, ont perdu leur maison ou ont eu besoin d'un secours immédiat.

« Le contenu de ce rapport souligne pourquoi il est si important qu'un nouvel accord sur le changement climatique émerge de la COP 21 à Paris en décembre », a affirmé la directrice de l'UNISDR, Margareta Wahlstrom, dans la présentation du document. Elle a précisé que « le changement climatique, la variabilité climatique et les phénomènes météorologiques constituent une menace à l'éradication de l'extrême pauvreté » dans le monde. La direction de l'organisme onusien demande aux pays de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, d'adapter l'urbanisation et de protéger l'environnement. « Les catastrophes climatiques sont de plus en plus fréquentes, du fait surtout de l'augmentation soutenue du nombre d'inondations et de tempêtes », a souligné Margareta Wahlstrom. Le rapport précise que cette progression devrait se poursuivre « dans les décennies à venir », bien que les scientifiques ne parviennent pas encore à déterminer dans quelle mesure l'augmentation de ces phénomènes est due au changement climatique.

Et à La Réunion ?

Cette étude met l'accent sur les deux points en débat lors de la COP21, et qui concernent La Réunion. Le premier est la réduction

des émissions de gaz à effet de serre, c'est l'atténuation du changement climatique. Cela impose de revoir totalement le mode de développement, afin de ne plus utiliser d'énergies fossiles comme le charbon ou le pétrole. Avant 2010, La Réunion était exemplaire sur ce point. Elle était le lieu d'une politique qui visait à donner les moyens d'atteindre l'autonomie énergétique en 2025, un objectif fixé par Paul Vergès en 1999. Depuis 2010, la part des énergies renouvelables a reculé. Cela impose donc une rupture avec ce qui se fait dans ce domaine aujourd'hui, pour que La Réunion reprenne sa marche vers l'autonomie énergétique.

Le second point est celui de l'adaptation. C'est la protection de la population face aux effets du changement climatique qui dureront encore de nombreuses années, même si les émissions de gaz à effet de serre cessaient subitement du jour au lendemain. L'adaptation impose de penser à relocaliser population et équipement vers l'intérieur des terres. C'est à l'opposé de la politique suivie par la Région Réunion depuis 2010 : concentrer tous les investissements sur une route en mer. C'est l'adaptation qui permettra de sauver des vies précieuses lors de la prochaine catastrophe climatique qui touchera La Réunion. Une seule liste parle de ce problème essentiel, et plus immédiat qu'il paraît, aux Réunionnais, c'est Pour une Réunion nouvelle conduite par Patrick Lebreton. Alors pour ne pas perdre de temps, les Réunionnais savent qu'ils peuvent voter pour cette liste en sachant que l'avenir des générations futures fait bien partie de ses préoccupations.

M.M.

Édito

Violences contre une femme à Saint-Denis : que fait Huguette Bello ?

Au lendemain de la présentation de la liste Pour une Réunion nouvelle le 8 novembre dernier, une femme a subi la répression parce que Laïnata Ali est candidate sur la liste conduite par Patrick Lebreton. Laïnati Ali est une adjointe au maire de Saint-Denis. Elle a choisi de s'impliquer dans la bataille aux côtés de Pour une Réunion nouvelle. Elle est en quatrième position sur la liste d'Union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile, elle sera donc la première conseillère régionale d'origine mahoraise à La Réunion.

Cette décision a suscité un grand enthousiasme dans toute La Réunion. La présentation de la liste et le premier meeting de Pour une Réunion nouvelle ont ainsi vu une forte présence de Réunionnais d'origine mahoraise. Tous les orateurs reçoivent un collier de fleurs, les candidats ont une fleur épinglée sur leur chemise, tandis que certains intervenants sont même honorés par un lamba.

La participation de Laïnati Ali rappelle que l'Union n'est pas seulement un rassemblement de partis, c'est aussi un symbole de toute la diversité de La Réunion du 21^e siècle. Mais en ce 21^e siècle, la défense de la liberté d'opinion reste un combat quotidien. C'est ce que vient de montrer la répression subie par une amie de Laïnati Ali à la Mairie de Saint-Denis. Cette jeune femme travaille en effet dans un service de la collectivité dirigée par Gilbert Annette, premier candidat masculin de la liste Bello-Annette aux régionales. Au lendemain de l'engagement public de Laïnati Ali sur la liste de l'Union des forces de progrès, son amie a constaté que les serrures de son bureau ont été changées. Elle

s'est également rendu compte que le code d'accès à son ordinateur était modifié. Elle n'avait donc plus accès à son outil de travail. Ce qu'elle subit à un nom : harcèlement moral.

Elle s'est retrouvée en état de choc et a dû consulter un médecin. Ce dernier a été contraint de lui prescrire un arrêt de travail. Dimanche, elle est courageusement montée à la tribune aux côtés de Laïnati Ali, pour montrer que face à la violence, elle ne baisse pas les bras.

Les faits se sont produits depuis deux semaines. Force est de constater que face à cette violence à une femme, Huguette Bello, la présidente de l'UFR brille par sa discrétion. Pas une conférence de presse pour condamner publiquement un acte ignoble de harcèlement contre une femme vulnérable, pour tenter de toucher une autre femme qui n'a fait qu'exprimer son opinion.

À deux jours de la commémoration de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, ce silence de Huguette Bello montre-t-elle sa vraie nature ? Gageons qu'elle puisse corriger le tir et mobiliser l'UFR pour ramener le maire de Saint-Denis à la raison. Le sectarisme partisan doit passer après la défense des droits humains. Faute de quoi, ce qui reste de l'UFR sera totalement décrédibilisé.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Près de 4.000 personnes rassemblées dimanche avec Pour une Réunion nouvelle, rien sur les écrans

Pourquoi aucun reportage de Réunion Première sur le plus grand meeting des régionales ?

Alors que la campagne officielle n'était pas commencée, Réunion Première a choisi de traiter différemment les grands meetings des principales listes en présence. Si ceux de Didier Robert, Bello-Annette et Thierry Robert ont été couverts, celui de la liste d'Union était absent des ondes radio et télé du service public alors qu'il comptait un nombre de participants plus important. Les auditeurs et téléspectateurs de Réunion première n'ont donc eu aucune information sur le plus grand rassemblement public de la campagne des élections régionales à La Réunion. Pourquoi ?



Voici ce que les téléspectateurs de Réunion Première n'ont pas vu. Pourquoi ?

Depuis hier, la campagne officielle a commencé. Les règles changent, les temps de parole sont donc passés à la loupe afin que les candidats puissent avoir un temps d'antenne équitable, notamment à la télévision du service public.

La veille, la campagne officielle n'était pas commencée, ce qui laissait plus de liberté aux médias audiovisuels pour couvrir les actions des candidats. Ce dimanche, l'Union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile organisait le premier meeting de la liste Pour une Réunion nouvelle conduite par Patrick Lebreton. L'événement a remporté un succès considérable. Depuis que les candidats déclarés organisent des réunions publiques, c'était incontestablement celle qui a rassemblé le plus grand nombre de personnes. Le meeting de Saint-Joseph a également permis au public présent d'être informé sur les principaux

points du programme de l'Union des communistes, socialistes, radicaux de gauche et citoyens. Ainsi, Patrick Lebreton a annoncé que 12.500 personnes se sont d'ores et déjà engagées par écrit à voter pour la liste d'Union. Aucun autre candidat ne peut en dire autant.

Traitement de défaveur

Force est de constater que l'audiovisuel public a brillé par son absence. Aucun journaliste n'est venu sur place alors que d'autres organes de presse ont dépêché des équipes venues jusque depuis Saint-Denis. Cette absence fait que les auditeurs et les téléspectateurs du service public audiovisuel n'ont eu aucune information sur ce grand événement. S'il n'y avait pas d'autres presses, ils n'auraient même jamais su que le plus grand rassemblement

de la campagne des régionales à La Réunion avait eu lieu.

D'autres candidats ont organisé leurs plus grands rassemblements les semaines précédentes. Didier Robert à Saint-Denis, Bello-Annette au Port et Thierry Robert à Saint-Leu ont peiné à rivaliser avec l'Union des forces de progrès, mais ils ont eu droit à la venue de Réunion Première et à des comptes rendus à la télévision et à la radio.

Quelle explication ?

Comment expliquer une telle différence de traitement ?

Il existe du côté de certains médias une volonté d'inscrire dans les têtes des Réunionnais que les élections se résumeront à un match entre Didier Robert et Bello-Annette. C'est ce que disent des sondages où la question commandée ne porte pas sur les intentions de votes des sondés, mais qui sont paroles d'évangile ! Cette absence de Réunion Première du plus grand rassemblement de la campagne des élections régionales à La Réunion relève-t-elle du choix éditorial ?

Ce fait renforce la détermination des militants qui sont pleinement engagés dans la bataille pour faire gagner la population. La campagne se gagne sur le terrain, et chaque jour les rapproche de la victoire, et le 6 décembre.

Près de 4.000 personnes rassemblées dimanche avec Pour une Réunion nouvelle, rien sur les écrans

Énorme potentiel politique pour baisser les émissions de gaz à effet de serre

Un nouveau rapport publié jeudi dernier présente les meilleures pratiques politiques climatiques mondiale et révèle une multitude de possibilités déjà existantes pour accroître immédiatement la réduction des émissions de gaz à effet de serre tout en renforçant l'ambition de manière à maintenir l'augmentation moyenne de la température mondiale en dessous de 2 degrés Celsius.

« Climate Action Now – un résumé pour les décideurs politiques 2015 » souligne comment les nations peuvent déployer un large éventail de politiques éprouvées et utiliser des initiatives existantes pour relever le défi collectif du changement climatique et du développement durable. Le rapport est aussi disponible sur un nouveau microsite qui met en lumière le potentiel pour des mesures climat et une ambition de plus grande envergure avant 2020, lorsque le nouvel accord de Paris entrera en vigueur.

Il souligne également à la fois les mesures de coopération nationales et internationales tout en rappelant le rôle essentiel des acteurs non étatiques tels que les entreprises, les villes, les régions et les provinces dans la réalisation de plus importantes réductions des émissions actuelles et futures.

Le rapport, publié par le secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à la demande des gouvernements, propose une référence claire pour aider les ministres, les conseillers et les responsables politiques engagés dans des mesures climatiques actuellement et au cours des années et décennies à venir.

Les résultats mettent en lumière l'efficacité des politiques dans six domaines thématiques clés, qui non seulement réduisent les émissions rapidement, mais permettent aussi la progression des objectifs dans 15 autres domaines économiques, sociaux et environnementaux critiques.

Le rapport souligne que les plans d'action climat nationaux prévus

que presque 170 pays ont déjà soumis en vue du nouvel accord sur le changement climatique à Paris, en décembre, ont le potentiel démesuré d'aller plus loin et plus vite, d'aider les nations à dépasser les objectifs de leurs engagements.

« Sous l'égide de la CCNUCC, les gouvernements, au cours des dernières années, ont mené un effort important par le biais d'une série de réunions techniques d'experts afin d'identifier et de mesurer la portée des politiques qui conduisent à des actions climat efficaces. Ce rapport est le fruit de cet effort », a déclaré Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la CCNUCC.

« Il souligne la myriade de transitions remarquables qui se produisent déjà au niveau national et international dans des domaines allant de l'énergie renouvelable au transport et à l'utilisation des terres. Ce faisant, il fournit aux gouvernements et à leurs partenaires les plans et boîtes à outils pour catalyser l'action dès maintenant à un moindre coût. Le rapport permet aussi d'emmener l'accord de Paris au niveau supérieur de l'ambition à long terme », a-t-elle ajouté.

« Ce rapport révèle une réalité notable : les politiques mêmes qui traitent le changement climatique le plus efficacement offrent également un portefeuille d'actions déjà prêt qui soutient aussi les objectifs de développement durable et l'atteinte de l'objectif collectif ultime d'un monde prospère, stable et écologiquement sain pour tous », a déclaré Mme Figueres.

Le rôle des politiques

Le rapport accentue en effet le lien critique entre une réduction suffi-

samment rapide des émissions pour éviter les pires impacts du changement climatique, et la réduction de l'ampleur des mesures d'adaptation nécessaires à l'avenir. De plus, ce lien permet de dégager de nombreux co-bénéfices immédiats dans le domaine de l'adaptation.

L'efficacité énergétique peut améliorer, par exemple, la capacité des communautés à s'adapter au changement climatique en réduisant les pics de demande qu'elles exercent sur les systèmes d'alimentation lors des périodes de température élevée ou de conditions météorologiques imprévues, tout en améliorant le niveau de confort des bâtiments en cas de météo incertaine.

«Ce rapport souligne que beaucoup de mesures spécifiques et coopératives nécessaires pour réduire les émissions ont également de multiples co-bénéfices, y compris dans le domaine de l'adaptation et dans la construction de pays et communautés plus résilients», a déclaré Mme Figueres.

«Celles-ci comprennent l'amélioration des pratiques agricoles, la gestion efficace de l'utilisation des terres, la sécurité alimentaire, la gestion des forêts, la durabilité environnementale et le développement socio-économique», a-t-elle ajouté.

Oté

Zis pou in votaz. Pou in Rényon nouvèl !

Fi in tan, plito dann tan zané swasant kan té i ariv lo tan zéléksyon, antansyon pangar pou désertin, parl pi si ou té kominis. Minm si ou ravaz pa d'moun sinploman èt kominis té konm si ou navé la gal, in ryin di tou té sifizan pou fout in gomaz dann biro d'vot konm sa zot té lib pou fé bouraz lé zir aprésa. Si in moun té vé mèt in ot moun dann in gouni té zis sifizan pou zandarm kansèr a li. Kamarad i rakont byin "Té falé èt pouveréman bandé pou tyinbo sectèr èk banna ".

Si lavé in mové nouvèl, té mèt sa touzour d'si lo do kominis, si inn té gingn in kou d'kongn té la fot kominis. Sa lété pou, dann tan lontan. Yèr dann rènyon nout kandida sin Zozèf, mi apran la ba la mèri Sinn ni, banna la fé présyon d'si in madam, la tak son biro, la shanz son sérir, la blok son lordinatèr, boudikont la arsèl a èl ziska tan èl lé parti war in doktèr. Sa i éspas la mèri sinn ni zordi.

Sèl diféranz èk zané swasant, sé pou alé doktèr, mazinn in kou, té konm avan, pou alé doktèr té falé tir in fèy la mèri èk lo mèr konm avan. Zot i koné kisa i lé lo mèr sinn ni ? Li lé dézyinm d'si la lis in madam, lo minm madam i préziid in lasosyasyon pou défann bann madam viktim zistoman. Ziska zordi mwin la pa antandi a li di in mo d'si lo takaz biro, sinonsa d'si lo sanzman sérir ou sinon d'si lo blokaz lordinatèr. Pou koué tousala ? Zis pou in votaz. Pou in Rènyon nouvèl !

Justin

« La lang na poin lo zo » - in kozman pou la rout

Sa lé vré toulbon. La pa pars in moun la kozé ké li di dé bone shoz. Mon défin papa té i di avèk in vyé famiy : « Out lang lé tayé pou dir dé movèz shoz ! ». La prèv : mové lang. « Mové lang la di la fé » konm la shantèz Afatia i shant. La pa non pli pars li bate ké li aport in réflèksyon. Konm morisien i di : « kozé pou pa la lang pi ! ». Esope déza, dannn son tan, téi di la lang sé lo méyèr é lo pli mové z'afèr. Pars, si la lang na poin lo zo kan demoun i koz initil, la lang i guéri osi la maladi sirtou kan la maladi i atak lo l'am. Li la poin lo zo biensir, mé alon pa oir solman lo mové koté, li na son bon koté galman... Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! zot va oir ké rant-rant, tazantan, ni pé z'ète dakor, rantre nou.